

Intervention de Jean-Pierre Chevènement

La Mutualité, samedi 9 février 2002

Je suis particulièrement heureux de retrouver auprès de vous ce soir, mes chers compatriotes de l'Outre-Mer, cette ambiance incomparable, prenante, émouvante que je n'ai quittée qu'à regret voici quelques jours.

Je reviens en effet des Antilles, de la Martinique et de la Guadeloupe, ébloui de tant de splendeurs, séduit par tant de chaleureuse amitié, comme je le fus, en décembre à la Réunion, incomparable écrin de l'Océan Indien. En vous tous qui êtes rassemblés ici je retrouve cette conviction, ce patriotisme que j'ai senti vibrer au-delà des océans, et qui nous rendent fiers d'être Français ensemble et à jamais.

C'est à partir de l'Outre Mer que nous allons reconquérir la France, la vraie, la France républicaine, celle qui rebondit d'âge en âge et nous porte vers les sommets.

J'ai parcouru les villes et les mornes, j'ai rencontré les élus, les travailleurs, les chefs d'entreprise, des simples citoyens, j'ai été interpellé, j'ai questionné, accompagné, soutenu par ceux qui ont pris à cœur de porter mon message, Guy Lordinot –que je remercie tout particulièrement d'être présent ce soir- et Rodolphe Désiré à la Martinique, Franck Quillin et Félix Proto à la Guadeloupe, Bruno Guigue à la Réunion, Ali Boto à Mayotte.

Ce message, c'est celui de la République, une République fraternelle, laïque, ambitieuse, une République qui parle au monde comme je l'ai fait à Porto-Alegre en demandant la suppression du FMI et l'inversion des flux financiers qui vont aujourd'hui du Sud vers le Nord et qui doivent aller demain du Nord vers le Sud pour aider celui-ci à développer ses infrastructures, son système éducatif, son système de santé, pour l'aider enfin à décoller vraiment pour que l'Humanité soit une et non pas divisée et que le XXIème siècle soit un siècle de paix et de dialogue et non pas de confrontation entre les civilisations. Ce message toujours actuel, que certains veulent brouiller, je lui ai redonné toute sa force, toute son actualité, toute sa limpidité. Où peut-on le comprendre mieux que dans notre Outre-Mer où brûle encore la cicatrice de l'esclavage ? Car c'est avec la République et non pas en dehors d'elle que nous pousserons plus loin le vieux combat. Je suis revenu, non pas rassuré, mais convaincu d'avoir enfin replacé les discours de Madiana et de Champ Fleuri pour ce qu'ils sont, des propos de circonstance, inspirés par la démagogie, pauvrement justifiés par la peur de perdre qui se cache derrière la frénésie du pouvoir pour le pouvoir.

Le Président de la République, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a failli à son devoir de garant de la Constitution. Il a, pour répondre à la demande de Mme Michaud-

Chevry, accepté, pour la première fois dans l'histoire de la République, que soit remis en cause le statut des DOM. Pour faire bonne mesure, et parce que nos amis réunionnais refusaient cette réforme, il en a proposé la révision « à la carte », comme si la République était une auberge espagnole où l'on consomme ce qu'on apporte. Il a même donné l'assurance aux élus guyanais que ce serait chose faite avant les élections. C'est plus que de la fébrilité, c'est de la panique.

Le Premier Ministre, qui suit le Chef de l'Etat comme son ombre, au point de le marquer à la culotte, a promptement réagi. Puisque Dupont-Chirac proposait une évolution à la carte, Dupont-Jospin a mis en avant une évolution différenciée. Et pour donner du corps à sa lumineuse idée, comme tout le monde semblait se plaindre de ce qu'il y ait deux assemblées dans chaque DOM, un Conseil Général et un Conseil Régional, il en a rajouté une troisième, le Congrès. Ce congrès qui préfigure l'assemblée idéale puisqu'il compte tous les conseillers généraux et tous les conseillers régionaux, soit près d'une centaine de personnes, n'a débouché que sur des propositions confuses, de l'aveu même des participants.

Je vous donne en exemple les élucubrations de celui de la Guadeloupe présidé par Madame Michaud-Chevry, la seule élue d'un DOM -avec Margie Sudre- qui ait été ministre de la République, et qui aujourd'hui aussi, s'entend fort bien avec les autonomistes, mais aussi avec les indépendantistes du KLNG autrement dit ceux du « combat pour la libération nationale de la Guadeloupe ».

Que propose ce document ? Le transfert à la collectivité, outre les compétences actuelles, de la fiscalité et du régime douanier, de l'aménagement du territoire avec le logement et la gestion du littoral, du patrimoine foncier et agricole, de la politique énergétique, de la coopération régionale et, tenez-vous bien, du choix des emblèmes et signes distinctifs de la nouvelle collectivité. Il propose aussi de partager avec l'Etat l'Education, c'est-à-dire la détermination des programmes du primaire et du secondaire, la désignation des enseignants, celle des hauts fonctionnaires, les transports aériens et maritimes, les télécommunications et l'audiovisuel ! Derrière cette boulimie de pouvoir affichée par Madame Labulle et Monsieur Lacloche, qui digèrent déjà difficilement ceux qu'ils exercent ou plutôt n'exercent pas, sont oubliés les vrais problèmes, ceux du développement économique et social, du rattrapage du niveau de vie, de la place des DOM au cœur de la communauté nationale, de la sécurité, de l'éradication de la drogue, de l'Ecole, de la protection sociale et du Logement.

Durant mon séjour dans nos DFA, j'ai été longuement sollicité par les élus sur ce que je considère comme le faux problème statutaire, parce que nos compatriotes des départements d'Outre-Mer ont le droit d'être aussi pleinement assurés de leur destin que les Auvergnats ou les Corses, ce qui n'empêche nullement une évolution institutionnelle. On n'a pas le droit de faire vivre dans l'incertitude des lendemains tant de femmes et d'hommes qui ont travaillé pour construire une maison au pays, bénéficier d'une retraite décente, savourer la fierté d'être citoyens d'une grande nation. Je l'ai fait en rappelant deux principes : le premier est celui de l'unité et de

l'indivisibilité de la République, posé par l'article I de la Constitution, et qui seul assure l'égalité de tous les citoyens devant la loi en inscrivant clairement l'avenir des DOM au sein de la collectivité nationale ; le second est celui de la nécessité d'une évolution institutionnelle, en application de l'article 73 de la Constitution, qui peut et doit conduire selon moi à une assemblée et à un exécutif uniques pour les DOM et à l'élargissement des compétences réglementaires des collectivités locales de l'Outre-Mer. Car je ne suis nullement un adversaire de la décentralisation, bien au contraire.

Mais rien de tout cela ne nous oblige à sortir de la Constitution, qui est le pacte qui unit les citoyens et qu'on ne doit pas traiter comme un papier Kleenex. En somme, je ne préconise rien d'autre que l'application de la Constitution, rien que la Constitution, mais toute la Constitution en tirant d'elle tout ce qui peut l'être.

Face à cette attitude, que je sais largement partagée par nos compatriotes d'Outre-mer, que trouve-t-on ?

Le bébé voit se pencher sur son berceau deux bonnes fées qui ont les traits de Jacques Chirac et de Lionel Jospin, qui font assaut de promesses. Ils vantent le droit à la différence. Mais on sait où cela conduit à la fin : à la différence des droits, tout simplement.

Dans leur hâte à combler le nouveau-né, ils ont oublié de lui dire que leurs baguettes magiques n'empêcheront pas le prix de l'électricité de doubler, celui des logements sociaux d'augmenter fortement, le niveau de vie de baisser, toutes choses d'ailleurs que les indépendantistes ne se privent pas d'annoncer, ce qui témoigne dans leur scénario d'une certaine lucidité.

Or la République n'est pas à vendre par appartements. Hexagonale ou ultra marine, elle est simplement en dehors de tout enjeu électoral.

Le plus triste n'est donc pas dans la surenchère démagogique de deux hommes qui nous ont donné pendant cinq ans le spectacle d'un ménage rabiboché, tirillé, bégayant ses répliques, la tête cherchant la queue et la queue la tête pour une politique sans queue ni tête.

Le plus triste est dans l'oubli des vrais problèmes qui intéressent les DOM.

Il est dans le mépris dont cette démagogie témoigne vis-à-vis de nos compatriotes d'Outre-Mer, que l'on croit, que l'on dit incapables de s'intéresser aux grands, aux vrais problèmes qui concernent les citoyens : la place et le rôle de la France dans le monde et particulièrement vis-à-vis du Sud, l'avenir de l'Europe, la force de notre économie, l'éclat de notre culture et jusqu'à la francophonie !

En fait, on donne un seau et une pelle à nos compatriotes d'Outre-Mer et on les prie d'aller jouer sur leur tas de sable sans s'occuper des affaires des grands, de la

diplomatie du développement, de la politique africaine, de l'euro, de la croissance économique, de la criminalité organisée, de la justice, de l'éducation.

Je me refuse à cette dépréciation honteuse. Je regrette cette classification entre les électeurs : il n'y a pas ceux auxquels on parle de la France, et ceux auxquels on parle de leur Ile.

Je veux leur parler, je veux vous parler comme à des concitoyens aussi clairvoyants que n'importe quels autres. Je veux vous parler de la France, que vous avez construite aussi bien que moi (Aimé Césaire me rappelait que la Martinique est française depuis plus longtemps que la Franche-Comté), que vous avez faite ce qu'elle est, et qui, bien entendu, vous doit une attention particulière sur les problèmes spécifiques que vous connaissez.

C'est au nom d'une histoire que, pour ma part, je n'oublierai jamais : la révolution française abolissant l'esclavage, Pertinax et Toussaint Louverture en Haïti, les milliers de soldats des DOM aux Dardanelles, dans la Somme, au chemin des Dames. Je n'oublierai pas le Général Lanrezac qui arrêta par le Nord l'offensive ennemie en 1914, ni le Bataillon du Pacifique, ni les fameux «dissidents» qui rejoignirent la France Libre et la Première Armée. Ces liens nous créent à tous des devoirs. Je constate aujourd'hui, au retour de mes déplacements à la Réunion, en Martinique et en Guadeloupe, que le seul vrai domaine dans lequel la République n'a pas encore réussi à donner aux DOM l'égalité de traitement est celui du développement économique.

Il est clair qu'en dépit des progrès réalisés, les DOM restent en retard par rapport aux autres départements et qu'il convient de les faire plus rapidement progresser. Leur PIB doit atteindre d'ici vingt ans 80 % de celui de la métropole, tel est l'objectif raisonnable et ambitieux que nous devons nous assigner. Je rappelle que nous sommes obligés à mettre à niveau nos régions ultra-périphériques. Pour y parvenir je propose une méthode et des moyens.

La méthode c'est une programmation, une planification si l'on préfère, contractuellement définie entre les collectivités locales ultra-marines et l'Etat, sans oublier les concours européens. Ce document établi pour dix ans, reconductible, doit fixer les objectifs, et en garantir la réalisation par la définition de dotations budgétaires indexées.

Je tiens, à ce moment de mon propos, à souligner l'importante contribution assurée par le rapport du sénateur Rodolphe DESIRE en particulier pour ce qui concerne la mise en œuvre des moyens :

- une défiscalisation des investissements qui permettrait un nouvel afflux de capitaux, préférable à des transferts massifs par le jeu des mécanismes de solidarité. Guy Lordinot propose par exemple la création d'un fonds

partenarial que l'Etat et les Collectivités abonderaient par moitié. Dans cette direction, on peut avancer.

- un alignement des taux du crédit sur les taux moyens de la zone euro. Une garantie pourrait être apportée en tant que de besoin, par un fonds abondé, en fonction du même principe, par une contribution égale de la Collectivité nationale et des Collectivités Territoriales.
- la définition et le financement de grands projets, comme ceux du développement maritime et aérien. Les DFA ont vocation à devenir des plates-formes du commerce international dans leurs zones, et à accueillir des infrastructures touristiques de grande capacité. Le capital considérable que constitue l'espace naturel outre-mer mérite une protection vigilante.
- la mise en œuvre d'une politique de l'éducation originale avec l'affirmation de la capacité à accueillir des étudiants étrangers dans toutes les disciplines, à assurer l'avenir et l'enrichissement du créole, à placer la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane au premier rang des lieux d'expression de l'intelligence.

Les problèmes des Français sont les vôtres naturellement, et je veux aborder le premier devoir de l'Etat : assurer la sécurité et le respect des lois. Il n'y a pas d'Etat, il n'y a pas de République où et quand règnent le désordre, la délinquance et la criminalité. Cette évidence est perdue de vue par bien des gouvernements. Ceux qui acceptent qu'il y ait des «zones de non-droit», ceux qui refusent l'ouverture de centres de retenue pour les jeunes délinquants multi-récidivistes, ceux qui réduisent le nombre des commissaires et des officiers de police, ceux qui tolèrent que les banlieues se gangrènent de territoires quasi-autonomes où de petits groupes font leur loi, tous ceux-là renoncent aux principes républicain.

Le retour du civisme, condition sine qua non de la sécurité, impose qu'on respecte le code de la route, qu'on paie ses impôts, qu'on ne vole pas dans le métro, qu'on ne viole pas dans le RER, qu'on ne bouscule pas les veilles dames pour leur arracher leur sac.

L'esprit de responsabilité, l'autorité de la règle commune, en un mot le civisme, impliquent que l'on se consacre par priorité aux deux dérives les plus pénalisantes : la grande criminalité et les violences urbaines. L'une et l'autre, et ce n'est pas un hasard, concernent au premier chef les DOM, et ce qui est valable pour la France entière l'est tout autant pour nos départements ultramarins.

La grande criminalité s'est installée confortablement au cœur de notre société, avec un chiffre d'affaire situé entre 700 et 1000 milliards d'Euros. Fondée sur de nouvelles activités, drogue, trafic des êtres humains, non sanglantes mais plus insidieuses, elle pérennise une délinquance quotidienne quasi irrépessible. Basée en des lieux à ce

point choisis et préservés qu'on les appelle paradis fiscaux, elle corrompt la classe dirigeante et corrode l'âme du corps social.

Il faut aller à l'essentiel, expliquer à nos amis américains et à tous les autres pays qu'inquiète la montée du terrorisme que celui-ci se nourrit souvent dans ces centres offshore. La suppression des paradis fiscaux est une mesure urgente, facilement réalisable, formidablement efficace. Il faut engager la systématisation de la lutte, sans distinguer, comme il est démagogique de le faire, drogues dures et drogues douces. On a récemment mis en valeur l'incidence de la consommation de la drogue sur les accidents de la route. Elle est pire, bien pire, au niveau des vols et des violences quotidiennes.

L'action internationale peut aider à juguler la grande criminalité. Un petit groupe de magistrats l'a clairement démontré dans un ouvrage remarquable «Un monde sans loi», en conclusion duquel ils ont élaboré un message, «l'appel de Genève», que les gouvernements pourraient utilement méditer.

Les violences urbaines, plus spectaculaires, font la « une » de l'actualité. Elle commencent avec les incendies de voitures et vont jusqu'à la dénaturation inquiétante du droit de grève, ou du droit de manifester. J'étais lundi en Guadeloupe quand fut bloqué le pont de la Gabarre, prenant en otage la population des deux Terres comme aux plus beaux temps de la main mise d'organisations autonomistes sur l'économie du département.

La crise de l'autorité de la loi se révèle aussi dans l'abaissement constant de l'âge de la première infraction. Il n'est plus rare de mettre la main au collet de gamins qui n'ont guère plus de dix ans, parfois sans identité, et qui, en tout état de cause, échappent à toute forme de punition. Cela n'est plus tolérable. Il est temps de revenir aux sains principes. La vie en société ne peut se passer de quelques règles élémentaires.

Je regrette que les propositions que j'avais présentées le 30 décembre 1998 à Lionel JOSPIN n'aient pas été suivies. Car nous avons un urgent besoin de réaffirmer les principes, d'adapter nos lois, et de prendre des moyens nouveaux pour garantir un droit, égal pour tous, à la sécurité.

Ni la démagogie, ni l'angélisme ne sont de bons conseillers.

Candidat à la présidence la République je me garderai de vous livrer le catalogue des réponses adéquates qui relèvent de plusieurs départements ministériels : éducation, jeunesse et sports, affaires sociales. Je dirai simplement qu'elles sont essentielles à la restauration de l'esprit républicain.

Tout de même, à cette réserve volontaire, je veux faire exception, à propos de l'Ecole. Vous la connaissez, chers amis originaires de l'outre-mer, cette Ecole laï que, formidable matrice de compétences et de talents qui a, des siècles durant,

sélectionné les meilleurs, dispensé le savoir à tous, représenté et assuré l'égalité, la vraie, l'égalité des chances. Il faut les connaître ces instituteurs, ces professeurs qui ont porté les valeurs de la République pour conserver une grande confiance dans notre enseignement, pour comprendre qu'une fois encore ils forment le socle de la République.

J'ai placé l'éducation au premier rang de mes dix propositions. Non pour plaire mais parce que cela est nécessaire. Ministre de l'Education, j'ai rétabli l'Instruction civique. Président de la République, je m'emploierai à la faire entrer dans les faits.

Faisons vivre le message de la citoyenneté. La République rassemble des femmes et des hommes sans distinction d'origine, de religion, ou de couleur de peau. Tous citoyens de la République Française ! Et menons avec énergie le combat contre la discrimination, contre le racisme, contre les préjugés.

Je n'ignore pas les problèmes que les Domiens rencontrent en France métropolitaine. Je salue leur contribution éminente à la vie nationale. Je n'oublie pas ceux qui m'ont soigné au Val de Grâce. Je propose la création d'une Agence d'Accueil administrée par eux-mêmes pour gérer leurs problèmes d'insertion et notamment de logement.

Mes chers amis, vous le savez bien, aucun des deux sortants de l'exécutif ne portent un projet pour la France. Nous dévalons la pente des abandons. Il faut à présent, pour redresser la France et la République, la force et la résolution d'une nouvelle équipe. A coup sûr ni l'Etat RPR, ni l'Etat PS ne nous les garantissent. Car ce n'est ni à une droite homogène ni à une gauche monolithique qu'appartient notre avenir mais au pays tout entier.

Au sein de la France, vous avez votre place, de cette nouvelle équipe vous êtes les équipiers. Je vous y appelle de tout mon cœur, de toute ma conviction.

Source : <http://www.chevenement2002.net>